



#MakeAmericaGreatAgain ou la (non) politique étrangère de Donald Trump ?

CHLOÉ DAELMAN

PhD Candidate,

Université catholique de Louvain

Alors qu'il vient de perdre les primaires dans le Wisconsin¹ face à Ted Cruz, Donald Trump poursuit sa route vers l'investiture républicaine, non sans embûches.

S'il est toujours le *frontrunner*, on estime désormais qu'il lui faudrait remporter environ [60% des délégués](#) restants pour lui permettre d'atteindre le seuil des 1237 délégués et ainsi se voir définitivement investi comme le candidat du parti républicain à la présidentielle de novembre 2016.

Même si ce chiffre semble difficilement atteignable, les [sondages](#) le donnent cependant favori dans plusieurs Etats dont New York et la Pennsylvanie, où le nombre de délégués à remporter en avril n'est pas négligeable². Ted Cruz, s'il espère pouvoir obtenir les 1237 délégués à la place de Trump, devra remporter environ 90% des délégués restants. John Kasich, quant à lui, devrait en décrocher plus de 100%. Objectif peu réaliste pour le sénateur du Texas et mathématiquement impossible pour le gouverneur de l'Ohio.

Donald Trump, connu pour son sens des affaires et son franc-parler (peu politiquement correct), a longtemps été jugé peu crédible comme candidat tant par les experts

que les médias³. Aujourd'hui, il est pourtant en tête de la course républicaine, ce qui déplaît à son propre Parti qui voit un écart grandissant entre les prises de positions de Trump et la ligne politique du *Grand Old Party*. Il est donc considéré comme l'élément perturbateur de cette campagne, le parti mettant tout en œuvre pour l'empêcher d'atteindre le nombre de délégués nécessaires pour obtenir l'investiture. Pour ce faire, ses opposants n'ont eu de cesse de favoriser son principal *challenger*, Ted Cruz, qui reste préférable à Trump, sans pour autant être le [candidat idéal](#) du GOP. Le but avoué du parti républicain semble d'obtenir une convention négociée à Cleveland en juillet prochain, espérant ainsi éviter la nomination de Trump - qui ne s'est cependant jamais caché d'une potentielle candidature libre si le Parti ne le soutenait pas, emportant de ce fait avec lui une partie de l'électorat républicain...

La route vers la Maison Blanche est dès lors encore longue mais il est tout de même intéressant de se pencher sur la vision de la politique étrangère américaine du candidat Trump dès à présent. Qu'il soit le prochain président américain ou non, ses prises de position ont déjà

une influence sur le paysage politique américain ainsi que sur l'image des Etats-Unis à l'étranger. À cet égard, dire qu'il n'a pas de programme de politique étrangère ne serait pas correct quand bien même ses analyses sont souvent simplistes, réductrices et manquent de profondeur.

Si son slogan « Make America Great Again » résonne sur tous les plateaux de télévision, ondes radios et réseaux sociaux, [son site de campagne](#) manque cependant de contenu concernant des positions précises et développées au sujet de la politique étrangère. D'ailleurs, lorsqu'il y fait mention d'autres pays, notamment dans ses capsules vidéos d'environ 1 minute qui auraient justement vocation à être précises et concrètes, ses propos restent évasifs même si le ton reste convaincant (« (...) *we will have the greatest negotiators in the world negotiating against China and Japan and Mexico and Vietnam and all of the many countries that are ripping us off* (...) »⁴) - il y a donc un décalage entre le manque de profondeur de ses propos et son ton persuasif. En plus de ses propos flous, la question de son équipe de politique étrangère reste également nébuleuse. Longtemps questionné sur la composition de son équipe, Trump a

révélé [quelques noms](#) à la fin du mois de mars : conduit par le sénateur de l'Alabama Jeff Sessions, il peut également compter sur Keith Kellogg, Carter Page, George Papadopoulos, Walid Phares et Joseph E. Schmitz. Des noms globalement inconnus du grand public et qui laissent perplexes de nombreux [analystes](#).

Par ailleurs, Trump se démarque des autres candidats par sa propension à l'isolationnisme et au non-interventionnisme. Selon lui, les alliés des Etats-Unis doivent s'occuper eux-mêmes de leurs problèmes, les Etats-Unis ne pouvant pas continuer à être le « [gendarme du monde](#) ». Ses déclarations ne sont pas sans rappeler la demande d'Obama envers les alliés quant à une meilleure prise en charge de leur propre sécurité.

Car, même si Obama et Trump accordent une importance capitale à la prospérité et à la reprise économique dans le pays, ce dernier ambitionne de repenser la tendance interventionniste actuelle. En effet, si Obama et Trump appellent les alliés à une meilleure prise de responsabilités face aux défis mondiaux, ce n'est pas pour les mêmes raisons. L'objectif d'Obama est de concentrer la présence américaine dans l'Asie-Pacifique (repositionnement du pivot face à la Chine considérée comme *challenger* à la puissance américaine) tandis que Trump se range du côté de l'isolationnisme pour des questions d'efficacité budgétaire. Il répète ainsi continuellement que l'implication des Etats-Unis dans les problèmes de ses alliés est un investissement à perte et contribue à la faiblesse du pays. Il entend donc conserver les ressources pour les besoins internes et notamment pour « reconstruire » une armée forte : (« (...) *I'm gonna make our [military](#) so big, so powerful, so strong that nobody, absolutely nobody, is gonna mess with us* (...) »).

La vision de Trump ouvre ainsi la porte à une réflexion quant à la tenue actuelle de la politique étrangère américaine.

Son attitude face à certains grands dossiers de politique étrangère pose également question quant à la profondeur de son analyse et à ses éventuelles politiques dans l'avenir.

Concernant le Moyen-Orient, il y dénonce les interventions américaines, insistant notamment sur la situation actuelle en Irak⁵, jugée pire qu'avant l'intervention de 2003. A cet égard il déclare lors d'un discours dans l'Ohio le 14 mars dernier, que l'Irak est devenue « [the Harvard for terrorism](#) ». Il préconise également l'envoi de [20 à 30 000 militaires](#) pour combattre l'organisation de l'Etat islamique, estimant que les troupes actuellement déployées (environ 4000) ne sont pas suffisantes pour combattre la menace de Daesh et défendre la nation. Par ailleurs, dans un de ses paradoxes habituels, Trump a également [déclaré](#) « *Because our country doesn't win anymore. (...) We have great military but we can't beat ISIS* ». On retrouve à nouveau une contradiction dans ses propos ; dénonçant les interventions aux résultats qu'il juge catastrophiques, il préconise néanmoins l'envoi de troupes supplémentaires afin de régler la situation, même si selon lui les Etats-Unis ne sont pas capables de battre l'organisation de l'Etat islamique...

Si sa vision de l'Irak paraît difficilement contestable, le flou et l'incohérence de certains de ces propos laissent songeur. En outre, sur son site de campagne, Donald Trump prétend qu'il restera aussi neutre que possible dans le cadre de négociations entre Israël et la Palestine, tout en répétant aux Israéliens qu'il est « [very pro Israel](#) ». Lors de son discours devant l'AIPAC en mars dernier, Trump a par ailleurs ouvertement critiqué l'administration Obama et l'ONU, estimant qu'un accord imposé par l'organisation au sujet du conflit [israélo-palestinien](#) serait un désastre total, s'engageant à y apposer son veto s'il devient Président. Pour lui, l'accord doit se faire uniquement entre Israéliens et Palestiniens avec l'aide éventuelle des Etats-Unis comme facilitateur des négociations. Cependant, il ne donne pas de stratégie concrète quant à la résolution

du conflit, se contentant de dire qu'il rencontrerait le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour ramener la stabilité et la paix dans la région (« *I will meet with Prime Minister Netanyahu immediately. I have known him for many years and we'll be able to work closely together to help bring stability and peace to Israel and to the entire region.* »). De plus, il exprime sa priorité numéro une : « (...) *to [dismantle the disastrous deal with Iran](#)* » - se concentrant sur les raisons qui font de l'Iran une menace tant pour Israël que pour les Etats-Unis. Ce discours devant l'AIPAC a duré 23 minutes, sans qu'il n'en ressorte plus de substance...

Au sujet de l'OTAN, il considère que l'Alliance représente un coût beaucoup trop exorbitant pour les Etats-Unis, jugeant nécessaire que les alliés se défendent seuls et puissent gérer leur propre sécurité. Pour ce faire, il encourage même certains Etats, comme le Japon et la Corée du Sud, à se doter de l'arme nucléaire afin de pouvoir se défendre contre la Corée du Nord ou d'autres menaces. En plus d'encourager la prolifération nucléaire – avec toutes les conséquences pour la stabilité régionale qu'on peut craindre – il estime également que les Etats devraient payer plus pour la protection américaine. En reprenant l'exemple du Japon et de la Corée du Sud, il aspire à en retirer les troupes américaines si Tokyo et Séoul ne payent pas davantage pour [leur stationnement](#)⁶.

Quant aux relations avec la Chine, Donald Trump juge que leurs rapports commerciaux se font au détriment des intérêts américains, appelant à repenser les accords commerciaux entre les deux afin de rendre Washington plus compétitif⁷. Cette problématique est d'ailleurs tellement sensible pour lui que c'est le seul sujet de politique étrangère qui figure explicitement dans les « positions » sur son site de campagne.

Concernant les vues de Pékin en mer de Chine du Sud, Trump pense pouvoir [faire reculer les Chinois grâce au](#)

[commerce](#), sans donner plus de détails ; il justifie ses propos évasifs en expliquant qu'actuellement les Etats-Unis sont trop prévisibles et que « (...) *being [predictable is bad](#)*. »...

Il existe donc bel et bien un programme de politique étrangère dans les déclarations de Trump, aussi peu développé soit-il. En plus d'insister sur l'isolationnisme et le non-interventionnisme, on peut synthétiser la « Doctrine Trump » comme recherchant la « [peace through economic and military strength](#) ».

Si la popularité de Trump ainsi que sa légitimité en tant que candidat véritable à l'investiture n'est plus à démontrer, sa crédibilité longtemps jugée douteuse voir risible a finalement joué en sa faveur. En effet, la certitude de nombre d'experts et journalistes dans son échec inévitable n'a clairement pas encouragé les autres candidats à allier leurs forces contre lui. On a par exemple souvent constaté que Jeb Bush et Chris Christie ciblaient Marco Rubio dans leurs critiques, plutôt que de concentrer leurs efforts sur Trump, ce qui lui a finalement laissé le champ libre pour remporter une réelle légitimité, non sans éclats oratoires et déclarations populistes. Trump a, en réalité, conscience que l'attention des médias se conserve en étant provocant⁸, il reste donc à découvrir si toutes ses déclarations simplistes ne cachent pas une stratégie électorale bien ficelée.

Alors, même si Marco Rubio martelait « [On ne peut pas se contenter de dire : "La Chine, c'est mal ; l'Islam, c'est mal !"](#) » en critiquant le simplisme des déclarations de Trump, force est de constater que sa position, même peu développée, représente un courant isolationniste croissant dans l'électorat américain. Bien que les prochains mois seront décisifs quant aux chances de Donald Trump d'accéder à la présidence, tant au vu de l'opposition interne au Parti républicain qu'externe de la part des

démocrates, ses discours alternatifs auront certainement un écho dans la politique étrangère américaine après 2016.

(ENDNOTES)

1 Ted Cruz l'emporte avec 36 délégués sur 42 au total, Donald Trump en obtient 6 tandis que John Kasich n'en obtient aucun.

2 95 pour New York et 71 pour la Pennsylvanie.

3 Rappelons les mots du [Huffington Post](#) : « (...), *we have decided we won't report on Trump's campaign as part of The Huffington Post's political coverage. Instead, we will cover his campaign as part of our Entertainment section. Our reason is simple: Trump's campaign is a sideshow. We won't take the bait. If you are interested in what The Donald has to say, you'll find it next to our stories on the Kardashians and The Bachelorette.* »

4 Voir son spot de campagne « [Self Funding](#) »

5 « [The War in Iraq was a Big, Fat Mistake](#) »

6 Même si, à cet égard, Berkshire Miller fait notamment remarquer que ces deux Etats financent les infrastructures des troupes américaines sur leurs territoires.

7 Le commerce occupe une place importante dans ses déclarations liées à la politique étrangère. Il menace par exemple « (...) [de taxer à 45 % les importations chinoises pour obtenir de Pékin une meilleure prise en compte des intérêts américains](#) ». Il entend également faire en sorte de ramener sur le sol américain les entreprises délocalisées et d'empêcher plus de délocalisation.

8 D'ailleurs, [SMG Delta](#) montre que Trump n'a dépensé que \$10 millions en publicités pour lui-même (le plaçant ainsi derrière Bush (\$82 m.), Rubio (\$55 m.), Sanders (\$28,4 m.), Clinton (\$27, 9 m.), Cruz (\$22 m.), Christie (\$16,5 m.) et Kasich (\$14 m.)) alors que les médias lui ont « offert » presque \$2 milliards d'audience contre seulement \$745 millions pour la seconde place, Hillary Clinton.

